

L'ECHO DE MANITOBA

JEUDI, 21 JUIN 1900.

M. D'HELLENCOURT,

Rédacteur et directeur.

Boite 1809, WINNIPEG, MAN.

Conservateurs et sauterelles.

Etrange coïncidence, qui jadis ent frappé les esprits d'un peuple superstitieux, à peine les conservateurs sont-ils arrivés au pouvoir, qu'aussitôt les sauterelles, ce fléau des pays agricoles font leur apparition dans le Manitoba.

Serait-ce un avertissement de Dieu ? ou un Symbole ! on serait tenté de le croire en vérité, lorsqu'on examine la manière de procéder du gouvernement conservateur.

Politiquement parlant, le gouvernement de M. H. J. Macdonald peut soutenir la comparaison avec les sauterelles ; politiques et insectes semblent agir de concert pour ruiner notre Province, et les cultivateurs sont les victimes choisies par ces deux fléaux de Dieu.

Notre province est essentiellement agricole, la base de sa richesse et de sa prospérité, c'est la communauté agricole : la véritable politique devrait donc consister avant tout à favoriser les fermiers, à leur faciliter par tous les moyens possibles la production, source unique de la prospérité provinciale.

Pour cela, l'obligation première est de dégrever le plus possible les cultivateurs et les municipalités, de réduire les taxes nécessaires, au minimum, d'alléger le fardeau qui pèse sur les épaules de la classe cultivante, afin de rendre plus facile, ses efforts vers une amélioration progressive et constante de la culture, de l'élevage, de tout ce qui constitue en un mot la production agricole.

Les municipalités surtout, qui en somme, représentent la collectivité des fermiers, c'est-à-dire leurs besoins généraux, ont besoin de l'aide la plus généreuse pour mener à bonne fin les travaux d'utilité commune sans lesquels l'effort individuel, le plus souvent reste infructueux, si non impossible.

Que deviendra un fermier avec des routes impraticables, des ponts impassables ?

Peut-il à lui seul entreprendre les travaux d'irrigation souvent nécessaires pour la bonne condition de sa terre ?

Assurément non, l'effort collectif doit ici se substituer à l'effort individuel ; les municipalités rurales représentent et commandent la prospérité de la collectivité rurale.

Dans un pays encore jeune comme le notre, le rôle des municipalités dans le développement de la richesse commune est le plus important qui puisse être.

Rien n'est plus évident.

Cependant, le gouvernement de M. H. J. Macdonald suit une politique diamétralement opposée.

Il prétend rejeter sur les municipalités la plus lourde part des impôts.

De fait, il traite les municipalités comme des vaches à lait, il

entend les traire en toute occasion.

Pour la première année, les conservateurs imposent aux municipalités une taxe directe de \$20,000 !

Ils leur imposent la charge des frais de justice des districts judiciaires !

Ils leur imposent la charge des listes électorales !

Pauvres cultivateurs du Manitoba, les sauterelles menacent de dévorer vos champs, et les conservateurs se chargent de vider vos poches !

Quel réveil pour vous, après les belles années d'abondance passées ?

Une vertu couteuse

De par la grâce de l'honorable mais benin H. J. Macdonald, et pour lui permettre de satisfaire à une promesse électorale, voici donc la Province de Manitoba attachée à la cangue de la Prohibition.

Cet excès de conscience de la part du Premier ministre, qui avoue d'ailleurs son peu de confiance en la Prohibition, est pour dire le moins sujet à caution, quand on songe que M. H. J. Macdonald doit en grande partie son élection dans Winnipeg Sud à la cabale des hôteliers.

Assurément, M. Macdonald qui se croit lié d'honneur envers les Prohibitionnistes par ses promesses électorales, doit être en proie aux remords les plus cruels, obligé qu'il est de trahir la confiance mise en lui par les braves hôteliers.

Sans doute doit on attribuer à ces remords l'année de grâce accordée aux porteurs de licences, car la loi de Prohibition ne prendra effet qu'en juin 1901.

C'est égal, il est fort heureux pour nous que M. H. J. Macdonald n'ait point eu parmi ses électeurs des partisans du système végétarien, sans quoi nous serions bel et bien forcés de limiter désormais nos repas, aux seuls patates et choux de siam !

Il ne faut pas désespérer, cela viendra un jour ou l'autre ; ce ne serait pas plus ridicule certes que de prétendre condamner tout une province à l'abstinence totale afin de corriger deux ou trois douzaines d'ivrognes.

En attendant, il semble bien que nous soyons une fois de plus les dupes de la politique, et s'il plait à quelques bons benêts de s'extasier sur la fidélité à la parole donnée de M. H. J. Macdonald, il nous sera permis de remarquer que tant de vertu s'exerce à nos dépens, et qu'en fin de compte c'est nous qui payerons les frais du spectacle.

C'est là une genre de vertu, qui coûte un peu trop cher et dont nous pourrions fort bien nous passer.

Un mouvement d'opinion

Il convient de noter le mouvement d'opinion qui semble prévaloir parmi les ministres des différentes dénominations protestantes, au sujet de l'enseignement religieux dans les écoles primaires.

Au dernier synode de l'Eglise d'Angleterre, la question a été traitée d'une manière toute particulière et l'assemblée a reconnu la nécessité de développer cette instruction.

Il est permis d'espérer que si ce mouvement d'opinion prévaut, et si les différentes dénominations protestantes arrivent à une entente pour développer l'instruction religieuse dans leurs écoles primaires, nous pourrions profiter avec grand avantage de ce courant d'idées, et obtenir de notre côté une latitude plus étendue pour l'enseignement religieux dans nos écoles catholiques.

L'année sanglante

Le 19ème siècle s'est éteint au bruit du canon et de la fusillade, le vingtième a son aurore empoisonnée de leurs sanglantes dont l'incendie menace d'embraser tout l'horizon, du levant au couchant.

Sur les Koppes de l'Afrique du Sud, comme sur les sables brûlants de la Côte d'or ; dans les rizières des Philippines, comme dans les rues de Pékin et de Tien-Tsin, le sang humain coule et s'épand, et les vautours avides, tournoyant indécis, ne sachant où s'abattre de préférence, tant est grand le nombre de cadavres offert à leur voracité gloutonne.

Anglais et Boers, Canadiens, Zelandais, Australiens, Français, Hollandais, Allemands, Cafres et Indiens, remplissent pêle mêle, les charniers de l'Afrique du Sud ! Américains et Philippins s'égorgent aux Philippines ; les sables de la Côte d'or boivent le sang des nègres Aschantis ; et là bas en Chine dans les rues de la ville aux pagodes et aux clochetons, à Pékin, le sang anglais le sang français, le sang Russe, le sang Allemand, le sang Américain, le sang Japonnais rougit les pierres et les pavés mêlé au sang des ilotes chinois en rut de carnage et de massacre.

Ironie amère, que ce triste lendemain du congrès de la Haye, où hier encore l'humanité prétendait décréter la paix universelle !

Tribune Libre

MONSIEUR LE REDACTEUR.

Je veux tenir parole à vos lecteurs, bien qu'il me faille écrire à la hâte et au milieu du brouhaha d'un déménagement. Je n'ai pas cru devoir retarder l'accomplissement de la promesse que j'avais faite.

J'avais promis de publier, 1o l'ancienne formule de serment ; 2o la formule écrite par M. Cherrier lui-même ; 3o la formule actuelle qui est celle de M. Cherrier, avec certains mots ajoutés par M. J. D. Cameron ; 4o la raison pour laquelle je n'ai pu m'opposer à l'adjonction des mots introduits par M. J. D. Cameron.

Avant de consentir à faire l'essai du règlement de 1897, Monseigneur Langevin avait demandé des renseignements sur tous les points qui se rattachaient à la religion. Voyant que malgré toutes ses instances, Elld ne pouvait faire disparaître du moins pour le moment la formule de serment, et comme d'autre part je prétendais que le sens de la formule était tout autre que celui donné par M. Cherrier alors surintendant des écoles Catholiques. Sa Grandeur voulut savoir d'une manière officielle le sens que le département attachait à cette formule.

Voici quelle était le texte de cette formule.

Je... instituteur du district scolaire No... dans la municipalité de... dans la Province de Manitoba déclare solennellement :

(a) Que les Commissaires de la dite Ecole m'ont donné instruction que les

EXERCICES RELIGIEUX prescrits par l'Advisory Board soient faits dans la dite Ecole et qu'en conséquence les dits exercices religieux et nul autre, ont été faits dans la dite école.

(b) Que les commissaires de la dite Ecole ne m'ont pas donné instruction de faire aucun EXERCICE RELIGIEUX dans la dite Ecole et qu'en conséquence aucun n'y a été fait.

Je tiens à faire remarquer que suivant le cas l'instituteur bairait l'une ou l'autre de ces deux formules (a et b). Celle non barrée constituant sa déclaration.

M. Cherrier prétendait que les mots EXERCICES RELIGIEUX avaient ici le même sens que "ENSEIGNEMENT RELIGIEUX", et que par conséquence les instituteurs ne pouvaient pas enseigner le religion pendant la classe, sans se parjurer, s'ils signaient la formule (a) du serment. Pour moi je soutenais au contraire que ces mots ne concernaient en rien l'enseignement religieux, mais qu'ils désignaient seulement, pour les catholiques, la récitation des prières avant et après la classe, et pour les Protestants la lecture de la bible sans commentaires.

J'allai chez Monseigneur, armé de la formule, de l'acte des Ecoles et d'un petit livret officiel intitulé "Règlements de l'Advisory Board" concernant les exercices religieux dans les Ecoles Publiques.

Après avoir considéré la formule, je dis à Mgr Langevin.

"Si l'autorité qui a exigé la déclaration a elle-même défini ce qu'elle entendait par les mots EXERCICES RELIGIEUX, toute discussion est inutile et nous devons nous baser sur le sens que les législateurs ont prétendu donner à ces mots. Or à la page 1, des Règlements de l'Advisory Board (et je mis cette page sous les yeux de Mgr.) il est dit :—

Les exercices religieux dans les Ecoles Publiques seront : (a) la lecture de la Bible, version Anglaise autorisée, en version de Douay, sans commentaire.

(b) L'usage de prières suivantes... etc. (Il y en a trois dont l'une est le "Pater Noster.")

Devant cette explication si nette et si décisive, Monseigneur a admis alors que les mots "Exercices religieux," n'avaient pas le sens qu'on leur avait donné jusqu'alors et auquel M. Cherrier s'attachait, qu'ils ne se rapportaient aucunement à l'enseignement religieux, mais simplement à la lecture de la Bible et à la prière.

Monseigneur admettait d'ailleurs que les prières et exercices religieux ne devaient point occuper les heures de classe ; que la chose était admise et qu'on s'y conformait dans toutes les institutions catholiques, et que les prières devant être faites avant et après la classe, la déclaration n'intervenait nullement avec les la manière de faire des Catholiques.

Certainement que, pour se conformer à l'esprit de la loi, l'enseignement devait être non sectaire mais suivant moi si l'instituteur enseignait la religion, il n'était pas moins vrai qu'il n'était nullement tenu de le déclarer sous serment comme le prétendaient les politiques.

Definitivement, l'autorité religieuse accepta la formule. Je commençais donc à visiter les Ecoles de M. Cherrier le 26 Mars 1898.

J'expliquais aux instituteurs et dans les couvents en présence du curé, que je ne manquais jamais d'inviter à m'accompagner, le sens de la formule de déclaration, et je leur enseignais comment l'on devait appliquer la loi de 1897.

Avant de partir pour Rome, Monseigneur Langevin recut de ses prêtres, des rapports de mes visites dans les Ecoles. Il parut satisfait et me donna des instructions que j'ai suivi à la lettre.

Tout alla bien pendant quelques temps.

Au commencement de Juin 1898, les théologiens de l'Archidiocèse,—ne devrais je pas dire plutôt, les politiques?—profitant de l'absence de Monseigneur

Langevin, commencèrent à s'agiter.

Des scrupules s'emparèrent d'eux et dans leur amour de l'éducation ils crurent sans doute que Monseigneur Langevin n'avait pas suffisamment pourvu aux besoins de ses ouailles, avant que de partir pour Rome.

On alla donc trouver Monseigneur Ritchot, qui remplissait les fonctions d'Administrateur, et on le décida à envoyer la lettre circulaire suivante au clergé.

CIRCULAIRE AU CLERGÉ.

Archevêché de St. Boniface,

27 juin 1898.

MESSIEURS,

Veillez faire savoir à vos maîtres et maîtresses d'écoles qu'ils ne peuvent pas en conscience, signer deux clauses de la formule de rapport à eux envoyée par le Département d'Education.

(Suivent les deux formules (a) et (b) déjà citées.)

En conséquence les maîtres et maîtresses d'écoles devront biffer ces clauses avant que d'opposer leur signature au bas de cette formule de rapport.

Je demeure votre très dévoué serviteur

N. J. RITCHOT,

O. G. P. A.

Administrateur.

Après la publication de cette circulaire, je fus accablé de questions et de reproches, tant par lettres, que de vive voix. Je ne répondis absolument à personne et je refusais de donner mon avis, ne voulant pas soulever de conflit.

Je soumis la difficulté créée par cette circulaire au Procureur Général et à Sir W. Laurier.

Après bien des pourparlers, M. Cherrier l'âme du mouvement, qui se plaignait que la formule fut tyrannique et équivoque fut laissé libre d'en modifier les termes, afin d'en faire disparaître la prétendue équivoque.

"Quos vult perdere, Jupiter dementat" dit un vieux proverbe latin ; on peut parfaitement l'appliquer à M. Cherrier, qui profitant de la latitude qui lui était donnée, demanda à M. J. D. Cameron de substituer à l'ancienne, la formule suivante :

Je... instituteur... etc (comme précédemment déclare solennellement :

1o Qu'il n'y a pas eu d'enseignement religieux dans la dite école, durant le semestre scolaire, les jours de classe, pendant les heures de classe, après l'ouverture de la dite école et avant trois heures et demie de l'après midi.

Comme on le voit, M. Cherrier de son propre mouvement substituait à l'expression "EXERCICES RELIGIEUX" les mots "ENSEIGNEMENT RELIGIEUX" ; de lui-même sans en être prié, il rendait ainsi impossible aux instituteurs signataires de cette formule, l'enseignement religieux durant les heures de classe ; de lui-même et sans en être prié il baillonnait la minorité.

J'avoue M. le rédacteur que je me suis souvent demandé, les motifs d'une si étrange conduite et bien d'autres avec moi, et aujourd'hui encore je me demande si le but de M. Cherrier n'était pas de rendre la formule tellement odieuse que son acceptation en fut impossible, ce qui eût fait rater probablement le règlement de 1897.

Comme je l'ai dit, je ne fus pas seul à m'étonner de l'étrange façon de faire de M. Cherrier. M. J. D. Cameron lui-même m'exprima sa stupéfaction de la rédaction de M. Cherrier, à ce point qu'il me demanda si M. Cherrier travaillait pour ou contre les catholiques !

Voir le représentant de la minorité, renoncer de lui-même à l'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX dans nos écoles, lui paraissait déconcertant, mais enfin M. Cherrier se donnait alors pour le représentant officiel de la minorité, il n'y avait qu'à s'incliner.

Il accepta donc le texte de M. Cherrier, mais comme la loi ne parlait pas d'enseignement religieux mais seulement d'exercices religieux, M. J. D. Cameron pour se conformer à la loi ajouta à la formule de M. Cherrier ces deux mots, de sorte que la formule se lisait ainsi :

(Suite à la 5ème page)